L’offre politique LR

L’offre politique LR ne correspond plus à la demande des français.

Les élections législatives sont passées et le parti d’Emmanuel Macron a remporté les élections législatives. Face à cet événement qui a bouleversé l’ensemble de la classe politique, je souhaite aujourd’hui, après un mois et les premières réunions de la nouvelle Assemblée, exprimer mes ressentis sur cette campagne.

Profondément attachée aux valeurs de la droite et du centre, engagée dans la vie politique depuis 2014, à l’échelle locale et régionale, j’ai été investie pour ce scrutin dans la 7ème circonscription de Seine-Saint-Denis (Montreuil et Bagnolet), traditionnellement à gauche. Je savais donc que la lutte serait inégale, mais je l’ai menée jusqu’au bout, avec détermination, en acceptant toutes les difficultés rencontrées.

Parmi celles-ci, comment ne pas évoquer les « affaires », qui n’ont pas manqué d’éclabousser l’intégralité des candidats Les Républicains, tout en exacerbant le ras-le-bol citoyen et le désir de renouveau ? Comme si la crise et les résultats désastreux du mandat précédent n’avaient pas suffi aux électeurs !

Malgré tout, je suis restée fidèle à mon parti, car les erreurs d’un ou plusieurs individus ne doivent pas faire oublier les idées de fond, telles que la récompense du mérite ou encore la promotion de la valeur travail – pour n’en citer que deux, que Les Républicains seraient bien inspirés de méditer et de reprendre à leur propre compte – qui me correspondent et que j’ai envie de défendre au mieux, en restant active sur le terrain. Avocate et Docteure en droit, je suis issue de la société civile, et mue par la volonté de

faire évoluer notre société vers plus de justice sociale, plus de prospérité, d’humanisme, et plus de confiance entre citoyens et élus.

Particulièrement attachée au combat pour l’égalité femmes-hommes, j’ai mené de nombreuses actions en direction des femmes et des jeunes filles. Comment, donc, ne pas m’indigner du manque de représentation féminine au sein-même de ma famille politique? Comment un tel parti, qui porte la République et donc l’idée de représentativité du peuple français jusque dans son nom, peut-il préférer payer une amende pour manque de parité plutôt que d’investir des femmes lors des scrutins importants ?

Deux cent vingt-quatre femmes sont entrées à l’Assemblée Nationale cette année, soit 38,6% des députés – un chiffre historique ! –, mais seulement vingt-trois parmi les députés Les Républicains, sur une centaine de sièges remportés, plaçant mon parti parmi les mauvais élèves de l’Assemblée Nationale. Trop souvent les femmes sont investies dans des circonscriptions au climat économique et social difficile, ou bien quasi-impossibles à décrocher. Les médias ont largement relayé cette information, mais va-t-elle influer sur la remise en question qui s’impose à ma famille politique ?

Ma conviction, partagée par de nombreuses autres femmes politiques, est que la droite et le centre ne peuvent pas « faire l’économie » des femmes dans le projet de renouvellement qui doit nécessairement émerger de ce fiasco électoral, tout comme elle ne peut pas faire l’économie de l’ancrage et de l’adaptation des élus à leur territoire. L’offre politique ne correspond plus à la demande des Français. Ils se sont exprimés sur ce qu’ils ne voulaient plus, à savoir des femmes et des hommes politiques déconnectés des réalités et assis sur les privilèges que leur accordent leurs fonctions de représentants, enchaînées voire cumulées pendant des années, et assorties de petits arrangements qui placent toujours les mêmes personnes aux postes à responsabilités.

Face à une société en perpétuel mouvement, notre parti doit accepter d’évoluer, de se moderniser, trouver des solutions pour rassembler, promouvoir une nouvelle génération et développer un réel maillage de terrain, afin d’œuvrer pour l’intérêt général, au-delà des individualités. Le temps des « ténors » – des voix d’hommes ! – est révolu : le changement doit aussi passer par des voix féminines, des voix écoutées et entendues sans condescendance, pour ce qu’elles ont à apporter au débat politique, non simplement pour respecter la loi sur la parité, mais également par une réflexion d’ensemble sur la charge et la mission que représente le fait d’être élu, notamment en terme d’écoute, de pragmatisme et de dévouement envers le citoyen, pendant la campagne électorale, mais aussi et surtout tout au long du mandat.

Manon LAPORTE
Avocate
Conseillère régionale d’Ile-de-France
Déléguée spéciale aux actions culturelles et artistiques dans les lycées